Burundi : commission d'enquête sur des cas présumés d'exécutions sommaires

@rib News, 03/11/2010 â€“ Source AFPLe procureur gÃ©nÃ©ral du Burundi ElysÃ©e Ndaye a annoncÃ© mercredi la rÃ©cente en place d'une commission d'enquÃªte sur les Â«Â allÃ©gations d'exÃ©cutions extrajudiciairesÂ Â» dans le pays. Â«Â Il y a eu allÃ©gations sur des cas d'exÃ©cutions extrajudiciaires, notamment de la part de l'Aprodeh (organisation de dÃ©fense des droits de l'homme) qui a citÃ© les exemples de cadavres retrouvÃ©s dans la riviÃ¨re Rusizi derniÃ¨rementÂ Â», a expliquÃ© M. Ndaye.
Â«Â Nous avons donc dÃ©cidÃ© de mettre en place une commission d'enquÃªte chargÃ©e de mener des investigations sur ces cas (...) et nous lui avons donnÃ© un dÃ©lai d'un mois pour terminer ses enquÃªtes et rendre son rapportÂ Â», a-t-il poursuivi.Â Cette commission composÃ©e de six membres, des magistrats et des officiers de police, a Ã©tÃ© mise en place la semaine passÃ©e, mais "n'est pas encore totalement opÃ©rationnelle". Â«Â C'est une bonne chose, car c'est ce qu'on demandait depuis plusieurs semaines. Mais nous sommes inquiets, car ce genre de commission a souvent servi Ã enterrer des affaires gÃªnantes pour le pouvoirÂ Â», a rÃ©agi le prÃ©sident de l'Association pour la protection des personnes dÃ©tenues et des droits humains, Pierre-Claver Mbonimpa. Selon plusieurs sources diplomatiques Ã Bujumbura, le pouvoir, rÃ©ticent Ã ouvrir une enquÃªte jusqu'Ã prÃ©sent, a fini par cÃ©der aux pressions, notamment celles de l'Union europÃ©enne qui est son premier bailleur de fonds. L'Aprodeh avait dÃ©noncÃ© le 16 aoÃ»t 22 exÃ©cutions sommaires par la police au mois de septembre. Le gouvernement burundais avait dÃ©menti catÃ©goriquement et menacÃ© de suspendre l'association. De nouvelles violences au Burundi ont fait plusieurs dizaines de morts ces derniÃ¨res semaines et semblent confirmer les rumeurs sur la prÃ©sence de nouvelles poches de rÃ©bellion dans le pays. Mais ces violences ont Ã©tÃ© attribuÃ©es jusqu'ici par les autoritÃ©s Ã des Â«Â bandits armÃ©sÂ Â». Plusieurs opposants sont rentrÃ©s dans la clandestinitÃ© ou ont fui le pays suite des derniÃ¨res Ã©lections gÃ©nÃ©rales remportÃ©es par le rÃ©gime du prÃ©sident Pierre Nkurunziza.